



ENJEUX STRATÉGIQUES DE LA CAMPAGNE MILITAIRE AU MALI

Un plan Marshall pour l’Afrique de l’Ouest?

O n l’oublie souvent, mais c’est la faiblesse du gouvernement central de Bamako qui a permis à la rébellion de s’emparer du nord du Mali. De tout temps, le Sahel a été une zone liminaire échappant au contrôle des pays qui se partagent ce territoire, et ce même au temps de la colonisation. Pour maintenir un minimum de surveillance, le président malien Amadou Toumani Touré, dit «ATT», a favorisé une gestion indirecte et clientéliste de la région, en instrumentalisant, l’un contre l’autre, des intermédiaires douteux qui y opèrent en marge de la légalité. Mais ce n’est pas tout.

En 2011, la chute de Kadhafi entraîne le départ des combattants Touaregs recrutés au sein de sa légion islamique qui retournent ainsi au Mali, armes et bagages. Ce retour favorise la création du Mouvement national de libération de l’Azawad (MNLA) en octobre 2011, qui passera à l’offensive au Mali le 17 janvier 2012. L’armée malienne, sous équipée à cause de la corruption de ses officiers supérieurs, est démotivée et essuie échec sur échec. Les offensives rebelles sont généralement précédées de négociation avec les militaires maliens ce qui leur permet d’évacuer leurs positions sauf à Aguelhoc, près de la frontière algérienne, où près d’une centaine de soldats maliens prisonniers auraient été exécutés sommairement entre les 18 et 24 janvier 2012.

La rumeur atteint Bamako, suscitant une manifestation d’épouses de militaires et ouvrant la voie au renversement d’ATT par le capitaine Sanogo. Profitant du vide politique, le MNLA s’empare des villes de Tombouctou et de Gao et proclame l’indépendance de l’Azawad, le 5 avril 2012. Rapidement, le MNLA est débordé par Ançar Eddine, une rébellion touareg dissidente du MNLA, prônant un islam très rigoriste et financé directement par Al-Qaeda Maghreb islamique (AQMI) qui s’est installé depuis 2003 dans la région, tissant patiemment des liens avec les communautés locales. À partir de 2008, les nombreuses prises d’otages suivies du paiement d’une rançon permettent à AQMI de se constituer un véritable trésor de guerre, évalué à plusieurs dizaines de millions d’euros.

Le vendredi 11 janvier 2013, l’armée française intervient dans la région de Mopti et bloque une colonne de rebelles qui avaient pour objectif l’aéroport de Sévaré, dont le contrôle est indispensable pour appuyer une opération militaire visant à reprendre le contrôle du nord. De plus, la prise de Sévaré et Mopti ouvre la voie de

la capitale située à quelques centaines de kilomètres seulement et où résident plus de six mille expatriés, tous des otages potentiels. L’opération «Serval» est un succès, les villes du nord jusqu’à Kidal et Tessalit sont rapidement libérées. Le 5 février, François Hollande est accueilli en libérateur à Tombouctou. Deux jours plus tard, le coût de l’intervention militaire est estimé à 70 millions d’euros¹, surtout liés à l’acheminement des troupes et aux frappes aériennes.

On a soupçonné Paris d’agir au Mali pour protéger son approvisionnement en uranium du Niger, qui abrite aussi une communauté touareg, mais l’enjeu stratégique est plus important et réside en une simple question: le Niger et le Mali auront-ils les moyens d’assurer le contrôle sécuritaire du nord une fois l’armée française retirée? Il est permis d’en douter. En effet, ces deux pays sont parmi les plus pauvres de la planète et leurs budgets respectifs ne leur permettent pas de couvrir un tel effort. Leurs assiettes fiscales sont très étroites et dépendent principalement des taxes douanières ainsi que de l’aide budgétaire des pays partenaires.

LES EFFETS DE LA «TRIPLE PROHIBITION»

En 2010, les exportations totales du Mali se sont élevées à 1,52 milliards d’euros contre 589 millions pour le Niger. Pour le Mali, les deux premiers produits d’exportation sont l’or (69,9%) et le coton (7,5%). Pour le Niger, il s’agit de dérivés d’uranium (63,3%) et d’or (9,6%). La Suisse est le premier pays importateur du Mali (11,9%) suivi de la Chine (4,7%). Pour le Niger, le premier importateur est la France (38,5%), suivi des États-Unis (13,4%), du Japon (10,2%) et de la Suisse (9,7%)².

Si 99% des exportations du Niger vers la France concernent des dérivés d’uranium, la France en importe pour 1,9 milliards d’euros en provenance d’autres pays et n’est donc que partiellement dépendant du Niger, même si AREVA y a consenti des investissements très importants. La faible diversification de leurs exportations limite les possibilités, du moins à court terme, de ces deux pays d’augmenter significativement leurs budgets, notamment militaire, afin d’assurer la sécurité du nord. En 2006, le budget militaire du Mali s’élevait à 84,1 millions d’euros, celui du Niger à 35,6 millions.

Il sera donc difficile de combattre avec ses maigres moyens le trafic de cocaïne qui offre

des plus-values impressionnantes. Acheté à 10 000 euros le kilo sur la côte atlantique, le kilo est revendu à 12 000 euros dans les capitales du Sahel et entre 18 000 à 20 000 d’euros dans les villes d’Afrique du Nord, soit une marge de près de 100%³. Sans parler des prises d’otages qui génèrent des revenus bien plus importants.

En 2010, Jean-François Bayart⁴, spécialiste reconnu de l’Afrique politique, soulignait l’absurdité de la stratégie occidentale de triple prohibitions du trafic de drogue, qui génère des profits hors norme, de l’immigration qui relègue la jeunesse à un rôle subalterne, et de l’islam politique qui favorise l’éclosion de groupuscules violents et ultra minoritaires.

C’est cette triple prohibition qui «forme la valeur économique ou politique et sert les groupes que l’on prétend combattre, à savoir les narcotrafiquants, les passeurs et les djihadistes». L’expert prévient que si «une révision drastique de cette stratégie absurde n’est pas amorcée, l’Afrique de l’Ouest sombrera inexorablement dans une configuration incontrôlable, à mi-chemin de ce que l’on peut observer au Mexique ou en Colombie, pays avec lesquels elle est au demeurant en connexion étroite».

L’enjeu stratégique ne se limite donc pas à une restauration du gouvernement malien. L’enjeu est plus large et nécessite de prévoir un véritable plan Marshall pour l’Afrique de l’Ouest, de la Mauritanie au Tchad, en passant par les pays côtiers, incluant des investissements d’infrastructure, une plus grande flexibilité sur l’immigration et la fin des subventions occidentales sur le coton par exemple. La France a paré au plus pressé mais l’Europe saura-t-elle prendre la mesure de l’enjeu? À ceux qui estiment que le Sahel est encore bien lointain, rappelons qu’à peine trois semaines après le début de l’intervention militaire, le Président français se rendait à Tombouctou. Un voyage en proche banlieue en somme.

FRANÇOIS ROSSIER
ANTHROPOLOGUE

«La France a paré au plus pressé, mais l’Europe saura-t-elle prendre la mesure de l’enjeu? À ceux qui estiment que le Sahel est encore bien lointain, rappelons qu’à peine trois semaines après le début de l’intervention militaire, le Président français s’est rendu à Tombouctou. Un voyage en proche banlieue en somme.»

1. http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2013/02/07/soixante-dix-millions-d-euros-c-est-le-prix-de-la-guerre-au-mali_1828077_3212.html
2. http://atlas.media.mit.edu/explore/tree_map/export/mli/show/all/2010/
3. Anne Frintz, *Trafic de cocaïne, une pièce manquante du puzzle sahélien*, Le Monde diplomatique, février 2013, p.22
4. <http://www.mediapart.fr/club/blog/jean-francois-bayart/280710/le-piege-de-la-lutte-anti-terroriste-en-afrique-de-louest>